

Pétition pour un engagement de notre commune en faveur de l'accueil des réfugié.es des camps des îles grecques

La situation dans les camps des îles grecques se dégrade

Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2020, un grand incendie a détruit le camp de réfugiés de Moria sur l'île de Lesbos. D'un seul coup, 12.000 personnes se sont trouvées sans abri et à errer sur les routes. Alors que la situation était déjà inhumaine dans le camp, une catastrophe humanitaire est maintenant arrivée. Par la suite, certains pays de l'UE et la Suisse se sont déclarés prêts à accepter quelques centaines de personnes au total. Ce nombre minimal est une honte ! 8.000 parmi ceux qui ont dû fuir l'incendie à Moria, dont beaucoup des femmes et des enfants, attendent maintenant dans un nouveau camp, érigé à la hâte : sans point d'eau ni d'égout, sans électricité et sans chauffage. D'autres sont encore à la rue.

Une vaste campagne pour accueillir les réfugié.es des camps

50'000 personnes dans toute la Suisse, plus de 130 organisations et les Églises soutiennent l'appel de Pâques d'Amnesty International, Évacuer-maintenant et la Charte de la migration, qui appelle à une évacuation rapide des camps sur les îles grecques et à un accueil généreux des réfugié.es. De nombreux responsables politiques – toutes tendances confondues – ont également apporté leur soutien à ces demandes. Les huit plus grandes villes suisses (Zurich, Berne, Bâle-Ville, Lucerne, Winterthur, Saint-Gall, Lausanne et Genève) se sont jointes à cet appel. Des villes comme Fribourg, Neuchâtel et Wil (SG) ont suivi, ainsi que des communes plus petites. Toutes demandent aux autorités fédérales de faire davantage pour mettre fin à la détresse et se déclarent prêtes à accepter des réfugié.es de là-bas.

Les communes sont la base de notre démocratie !

L'espoir que le Conseil fédéral prenne note de l'attitude ouverte des villes ne s'est malheureusement pas réalisé jusqu'à présent. C'est pourquoi le plus grand nombre possible de petites villes et villages de Suisse doivent également faire entendre leur voix. Elles sont la base de notre démocratie et doivent être entendues par le Conseil fédéral.

Pour ces raisons, en tant qu'habitant.es de _____, nous demandons nos autorités communales de :

- accepter d'accueillir des réfugié.es des îles grecques
- communiquer publiquement cette décision et la transmettre au Conseil fédéral

Nom	Prénom	Adresse	Signature